MOUSSA TOUATI

Dans la peau de l'opposant

Pour sa campagne électorale, le secrétaire général du Front national algérien s'est mis dans la peau de l'opposant. Lors de ses meetings, il n'a cessé de dénoncer «le système» et les hommes qui le dirigent. Mais Moussa Touati n'a pas convaincu pour autant.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «Je ne suis pas un lièvre, je suis un lion !» n'a cessé de répéter Moussa Touati tout au long de sa campagne.

L'insistance du premier responsable du FNA démontre un certain malaise. Celui d'être conscient qu'il a servi de faire-valoir pour la reconduction de Bouteflika à El-Mouradia.

Pour rester dans son rôle de candidat crédible, Touati a dû se glisser dans la peau de l'opposant. Il s'est transformé en grand pourfendeur du système en étalant un discours offensif à l'occasion de tous ses meetings. «Tous nos responsables depuis l'indépendance ont volé. Montrez-moi un seul ministre qui ne possède pas de résidence à l'étranger. Ils ont dépouillé le peuple de tous ses biens. On brade nos richesses au profit des étrangers dans le seul but de cautionner le pouvoir en place», lancera-t-il à Béjaïa.

Une de ses principales cibles a été son adversaire, Abdelaziz Bouteflika ,qu'il a qualifié de «candidat du pouvoir et de l'argent». Touati ne manquera aucune occasion pour critiquer la politique du président-candidat.

A l'instar de l'effacement de la dette des agriculteurs annoncé à quelques jours du début de la campagne électorale. «Personne n'a le droit d'offrir ainsi l'argent du contribuable à de gros bonnets de l'import-import. Tout le monde sait que le petit fellah, qui travaille réellement dans ce champ stratégique, n'a pas contracté de grosses dettes.

Le cas échéant, nous devons absolument procéder au cas par cas pour en exclure les spéculateurs et les parasites qui ont largement tiré avantage de cette mesure.»

Discours populiste pour critiquer une mesure électoraliste. S'il venait à être élu, Moussa Touati promet, pêle-mêle, «un service militaire de 6 mois», «plus de démocratie», «une presse libre», «une académie de la langue amazigh»… Durant toute la campagne, il n'a cessé de se plaindre des «exactions» d'une administration acquise au «candidat du pouvoir et de l'argent». Pourtant, Touati a du mal à convaincre.

«Je ne peux décevoir les personnes qui m'ont fait confiance», a-t-il répondu, samedi, aux journalistes qui lui demandaient s'il comptait se retirer de la course électorale.

D'ailleurs, comme l'ensemble des autres candidats, il a appelé les algériens «à voter en masse» le 9 avril.

Enfin, il suffit de revenir sur son parcours personnel et professionnel pour constater qu'il est un pur produit du «système».

T. H.

CAMPAGNE DE MOHAMED SAÏD OUBELAÏD

L'important, c'est de participer !

Pour une première participation à un événement aussi important que l'élection présidentielle, le candidat indépendant Mohamed Saïd Oubelaïd aura réussi, au moins, à se faire connaître auprès des Algériens. Dès son premier discours de campagne à Alger, il avait annoncé la couleur. «Le résultat de ce scrutin ne m'intéresse pas autant que de faire parvenir mon message à mes concitoyens», avait-il déclaré jeudi 19 mars à la salle Atlas dans le quartier mythique de Bab-El-Oued. Quel message ! Celui d'un «possible changement et de l'espoir».

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Le candidat, jusque-là inconnu a, contre vents et marées, pu mener campagne pour présenter son programme axé essentiellement autour de l'amélioration de la situation du peuple algérien et à établir la continuité entre la génération de l'indépendance et celle de la révolution.

Manque d'ambition ou retour à l'évidence, le candidat a indiqué qu'il se considèrera comme «vainqueur à la prochaine présidentielle s'il arrive à faire passer ce fameux message».

Pour la présidentielle du 9 avril prochain, la campagne a donc été, pour l'ancien diplomate algérien (il était ambassadeur d'Algérie à Bahreïn), plus l'occasion de transmettre un message que briguer un mandat à la magistrature suprême ! Néanmoins, Mohamed Saïd Oubelaïd a joué le jeu.

De promesses de changement et d'engagements, il ne s'est agit que de cela dans ses discours de campagne.

A Oum-El-Bouaghi, Khenchela, Tébessa, Souk-Ahras, Chlef, Djelfa, Béchar, Ghardaïa, Mascara ou encore Ouargla, Tizi-Ouzou, Béjaïa et Annaba, Mohamed Saïd Oubelaïd s'est engagé, souvent devant une faible assistance, à combattre la corruption, l'injustice, le chômage, et à apporter le changement pour le bien-être du peuple, à promouvoir les cadres et les compétences nationales vivant à l'étranger, à faire participer l'élite au pouvoir, et à développer l'agriculture et l'industrie.

En somme, l'ex-responsable de la communication de Taleb Ibrahimi, en 2004, dit qu'il est porteur d'un projet de changement pour redonner espoir au peuple algérien et surtout aux jeunes en proie au désespoir.

Questions-réponses avec le public

Mohamed Saïd aura eu également le mérite d'être le seul candidat à avoir instaurer une nouvelle façon de faire pendant la campagne électorale.

Il a, en effet, transformé ses meetings en rencontres-débats avec les citoyens afin de «leur donner la parole et les faire participer».

Un avant-goût de ce que sera sa vision du rapport administrateurs-administrés s'il est élu à la tête de l'Etat.

Selon lui, «la méthode classique et statique des meetings est moins efficace, alors que la méthode des questions-réponses a plus d'impact et rapproche davantage le candidat du citoyen».

Menace de retrait

En pleine campagne, le candidat a menacé de quitter la course suite aux irrégularités constatées. Avec les représentants des candidats Djahid Younsi et Fawzi Rebaïne, dans la Commission politique nationale de surveillance des élections (CPNSEP), son représentant avait dénoncé «les dépassements» en faveur du président-candidat Abdelaziz Bouteflika.

Sa direction de campagne a été d'ailleurs la seule à déposer un recours officiel auprès de la commission présidée par Teguia. Il faut dire que contrairement aux grands moyens humains et matériels mis à la disposition du président sortant par l'administration et les multiples réseaux de soutien, le candidat Mohamed Saïd Oubelaïd n'a pas eu autant de chance et de soutiens. Ni bains de foule, ni salles archicombles. La campagne de Mohamed Saïd Oubelaïd fut aussi modeste et discrète que le candidat. En somme, une simple participation le temps d'une courte campagne électorale.

L. M.

ALI-FAWZI REBAÏNE

Un candidat hanté par la fraude

Tout au long d'une campagne électorale menée tambour battant aux quatre coins du pays, le candidat à la présidentielle Ali-Fawzi Rebaïne, président du parti Ahd 54, n'a eu de cesse de fustiger le pouvoir en place.

Tout en dénonçant les dépassements constatés lors de la campagne, le candidat a aussi exprimé ses craintes d'une fraude massive le jour des élections.

Telagh, Aïn-Turck, Mascara, Tlemcen, Guelma, El-Oued, Béjaïa sont autant de régions visitées par le candidat Rebaïne qui avait donné le coup d'envoi de sa campagne pour l'élection présidentielle à partir de la capitale des Zianides, Tlemcen.

Il a, par la suite, sillonné le territoire national en 19 haltes, prenant souvent le soin d'éviter les grandes agglomérations, optant plutôt pour les petites villes. Comme pour les autres candidats, les meetings et autres rencontres organisées à l'intention de la population et les militants n'ont cependant pas drainé les foules.

Par ailleurs, et dans les messages adressés aux électeurs, Rebaïne n'y est pas allé de main-morte en fustigeant le pouvoir et en dénonçant les «écarts» des dirigeants. Il a axé ses interventions notamment sur «les mécanismes d'instauration d'une paix durable» et «la réforme des institutions publiques».

Concernant la réconciliation nationale, le candidat a souvent répété lors de sa campagne que les bénéficiaires ne devront pas être favorisés par rapport aux autres citoyens, expliquant que cette mesure doit d'abord passer par la justice.

Revenant, par ailleurs, sur les préoccupations des citoyens, Rebaïne a plaidé pour l'éradication du phénomène de la harga en prenant en compte les préoccupations des jeunes et en précisant, de ce fait, que le logement et le travail sont un droit légitime.

La campagne menée par le président de Ahd 54 a aussi été jalonnée par plusieurs coups de colère. Le candidat a protesté contre les dépassements constatés et qui concernent notamment des situations de fraude flagrantes.

«En l'absence d'un organisme indépendant de contrôle, les commissions installées ferment souvent l'œil sur des dépassements, prenant les plaintes à la légère», avait ainsi déclaré Rebaïne lors de la campagne tout en menaçant de présenter un rapport aux représentants de l'ONU, le dernier jour de la campagne.

Exprimant aussi sa crainte d'une fraude massive, Rebaïne s'est dit désolé du fait que les résultats de l'élection soient connus d'avance. Faisant une analyse de la situation du pays, M. Rebaïne a tiré à boulets rouges sur le gouvernement qui a, selon lui, failli à sa mission.

«Cet échec se traduit par la hausse du taux du chômage et la misère du peuple algérien.» Tout en promettant qu'il œuvrera à rétablir la confiance des citoyens, le président de Ahd 54 a assuré que son parti adoptera «de nouveaux comportements politiques».

Ali-Fawzi Rebaïne a choisi, hier, de s'adresser à la presse en vue de faire un bilan de sa tournée à travers le territoire national et de transmettre ses derniers messages avant le jour J.

F.-Zohra B.

FIN DE CAMPAGNE ÉLECTORALE POUR BOUTEFLIKA ET SON GOUVERNEMENT

Vont-ils reprendre une activité normale ?

La campagne électorale pour la présidentielle du 9 avril s'achève aujourd'hui lundi à minuit. Mais le terme de la campagne électorale signifie-t-il l'arrêt de toutes les activités propagandistes du président de la République, candidat à cette présidentielle, et des membres de son gouvernement ?

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Candidat à l'élection présidentielle du 9 avril 2009, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a mené une campagne électorale marathonienne dans le pays. L'ayant entamé le 19 mars à Batna, le candidat indépendant doit clôturer cette campagne aujourd'hui lundi 6 avril par un meeting à Alger. Durant cette campagne, le candidat a été appuyé par l'Alliance présidentielle (RND-FLN-MSP), les membres du gouvernement Ahmed Ouyahia et la mobilisation de moult acteurs de la société civile, économique, sociale, culturelle et même sportive. Pour autant, le candidat Abdelaziz Bouteflika a poursuivi durant les semaines écoulées ses activités officielles de chef de l'Etat algérien. Quoique ces activités ont été relativement peu nombreuses, voire discrètes. Si ce n'est l'adresse de messages protocolaires et diplomatiques ou l'expression de la position de l'Algérie sur les grands dossiers internationaux, notamment lors du dernier sommet arabe de Doha duquel Abdelaziz Bouteflika était absent. Mais ce ne fut pas le cas pour plusieurs ministres apparentés ou non à l'Alliance présidentielle, profitant de leurs visites d'inspection au niveau local pour appeler au vote massif et soutenir le candidat indépendant.

Or, cette campagne pour la présidentielle s'achève officiellement aujourd'hui lundi à minuit. Conformément aux dispositions légales en vigueur (l'article 172 de la loi électorale) toute manifestation de propagande, par l'image ou le discours, en faveur d'un candidat, à l'issue des 19 jours de campagne électorale, est censée être prohibée jusqu'au jour du scrutin. Soit deux jours durant lesquels il ne sera point permis au candidat-président et à ses partisans de continuer la campagne. Mais ce principe légal sera-t-il respecté, notamment par les ministres les plus zélés ? Comme ce fut le cas en 2004 lorsque le ministre de la Solidarité nationale, Djamel Ould-Abbès, soutien inconditionnel du même président-candidat, a animé des rencontres électoralistes avec le mouvement associatif de l'ouest du pays, juste après la clôture de la campagne électorale, le 5 avril 2007.

Et cela même si le compte-rendu médiatique a été relativement avare sur de tels positionnements électoralistes couplés à des activités officielles, hormis l'évocation d'activités dans les secteurs de l'éducation et des transports.

En d'autres termes, y aura-t-il encore une campagne électorale finale après la fin de la campagne officielle pour le scrutin du 9 avril ? Les activités propagandistes en faveur du président-candidat cesseront-elles demain mardi et le lendemain mercredi ? Les institutionnels et les acteurs du mouvement associatif observeront-ils une trêve au moins symbolique ? Rien n'est sûr même si l'agenda présidentiel et gouvernemental, hier, ne prévoyait aucune activité pour ces deux jours en question.

C. B.